



Conseil Fédéral du Développement Durable (CFDD)

Avis sur un projet d'AR limitant la mise sur le marché et l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (amiante)

- Demandé par la Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé Publique et de l'Environnement, Madame Magda Aelvoet, dans une lettre du 6 juillet 2000 ;
- Préparé par le Groupe de travail Normes de produits ;
- Approuvé par l'assemblée générale du 17 octobre 2000 (voir annexe).

Table des matières

1. Introduction [1]
2. Directive 1999/77/CE [2-4]
3. Appréciation du projet d'AR [5-13]
4. Annexe

1. Introduction

- [1] Le projet d'AR présenté pour avis vise une transposition correcte dans la réglementation nationale de la Directive 1999/77/CE de la Commission du 26 juillet 1999 portant sixième adaptation au progrès technique de l'annexe I de la Directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (amiante) (J.O.L., 1999, n° 207). Le projet d'AR remplacerait, à partir du 1^{er} janvier 2002, l'AR du 3 février 1998 limitant la mise sur le marché, la fabrication et l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (amiante) (M.B., 21 février 1998).

2. Directive 1999/77/CE

- [2] Avec la Directive 1999/77/CE, la réglementation européenne existante relative à la mise sur le marché et l'emploi d'amiante est renforcée, en particulier en ce qui concerne la chrysotile. Ce renforcement s'appuie sur la constatation qu'il existe aujourd'hui, pour la plupart des utilisations restantes de l'amiante chrysotile, des substituts ou des produits de remplacement qui ne sont pas classés cancérigènes et sont considérés comme moins dangereux (considération 6 de la directive). En outre, il est souligné qu'aucun seuil d'exposition au-dessous duquel l'amiante chrysotile n'entraîne pas de risque de cancer n'a été déterminé (considération 7) et que l'exposition des travailleurs et d'autres utilisateurs de produits contenant de l'amiante est extrêmement difficile à contrôler et peut largement dépasser, par intermittence, les valeurs limites actuelles, et que ce type d'exposition constitue aujourd'hui le plus grand risque pour le développement des maladies liées à l'amiante (considération 8).
- [3] Le nouveau point 6.2. de l'annexe I de la Directive 76/769/CEE stipule que la mise sur le marché et l'emploi de chrysotile (CAS n° 12001-29-5) et de produits auxquels cette fibre a été délibérément ajoutée, sont interdits.



Les Etats membres peuvent toutefois faire une exception pour les diaphragmes des cellules d'électrolyse existantes, jusqu'à ce qu'il soit nécessaire de les remplacer ou jusqu'à ce que des substituts à l'amiante adéquats soient disponibles, selon ce qui survient en premier. La Commission évaluera cette dérogation avant le 1^{er} janvier 2008.

En outre, il est stipulé que l'emploi de produits contenant de la crocidolite, de l'amosite, de l'anthophyllite, de l'actinolite, de la trémolite et de la chrysotile qui étaient déjà installés et/ou en service avant la date de mise en application de la Directive 1999/77/CE par l'Etat membre concerné, reste autorisé jusqu'à ce qu'ils soient enlevés ou aient besoin d'être remplacés. Les Etats membres peuvent toutefois interdire l'emploi de tels produits sur leur territoire pour des raisons de protection de la santé avant qu'ils ne soient enlevés ou aient besoin d'être remplacés.

Si les Etats membres autorisent les exceptions précitées, les produits doivent être étiquetés conformément à l'annexe II de la Directive 76/769/CEE.

- [4] La Directive est entrée en vigueur le 26 août 1999 (art. 3). Elle doit être transposée au plus tard le 1^{er} janvier 2005 dans la législation nationale (art. 2.1). A partir du 26 août 1999 jusqu'au 1^{er} janvier 2005, les Etats membres ne peuvent pas octroyer d'autorisations pour de nouvelles applications de chrysotile sur leur territoire (art. 2.3).

3. Appréciation du projet d'AR

- [5] Pour autant que le Conseil ait pu vérifier, le présent projet d'AR prévoit une transposition correcte de la Directive 1999/77/CE, sous réserve des remarques formulées ci-après.
- [6] La question est de savoir si l'article 1 est requis, étant donné qu'il s'agit d'un arrêté d'exécution de la loi du 21 décembre 1988 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé et que cette loi comprend déjà à l'article 1, 3^o, 4^o et 6^o, une définition des concepts mentionnés et que ceux-ci valent donc également pour l'application du projet d'AR.
- [7] L'article 2 du projet d'AR correspond à l'art. 1.2 de la directive de base 76/769/CEE. L'article 2, b) stipule que cet arrêté ne s'applique pas aux substances et préparations dangereuses exportées vers des pays ne faisant pas partie de la Communauté européenne. Le Conseil fait ici remarquer qu'il est nécessaire de s'attaquer aux problèmes des substances dangereuses telles que l'amiante, sur le plan de l'environnement et de la santé publique au niveau international. En ce qui concerne les marchandises dangereuses pour l'environnement qui sont en transit sur le territoire belge, la législation belge en matière de produits n'est pas d'application, mais selon les cas, c'est la législation du pays d'origine ou du pays de destination. Par conséquent, le Conseil demande que la législation en matière de substances dangereuses soit harmonisée autant que possible sur le plan international.
- [8] L'article 3 correspond avec l'interdiction de principe reprise aux points 6.1 et 6.2 de l'annexe I de la Directive 76/769/CEE, telle que modifiée par la Directive 1999/77/CE.
- [9] La portée de l'article 5 n'est pas claire. Il n'est pas indiqué qui, manifestement en dérogation à l'article 3, peut autoriser la mise sur le marché des produits en principe interdits, ni à quelles conditions ceci peut se faire. Si l'intention était de permettre des dérogations, il doit alors être clairement indiqué qui peut autoriser ces dérogations et il peut seulement s'agir de l'exception citée au point 6.2, deuxième alinéa, de l'annexe I de la Directive 76/769/CEE (diaphragmes de cellules d'électrolyse existantes).



Le Conseil est d'avis qu'il n'est pas opportun de faire usage de la possibilité de dérogation offerte par la Directive. Par conséquent, l'article 5, dans sa formulation actuelle, doit être supprimé.

L'exigence d'étiqueter les produits à base d'amiante autorisés doit cependant être reprise à un autre endroit, voir [10].

- [10] L'article 7 concerne une transposition correcte de la dérogation citée au point 6.2, troisième alinéa, de l'annexe I de la Directive 76/769/CEE. Le Conseil estime qu'il est indiqué de stipuler in fine dans cet article que les produits contenant de l'amiante qui sont encore autorisés doivent être étiquetés conformément aux dispositions en annexe.
- [11] L'annexe est intitulée "Dispositions particulières concernant l'étiquetage de produits contenant de l'amiante". En guise d'éclaircissement, ce titre devrait mentionner que l'étiquetage concerne uniquement les 6 produits contenant de l'amiante dont il est question dans le projet d'AR.
- [12] Le Conseil constate que l'intention est de faire entrer la nouvelle réglementation en vigueur le 1^{er} janvier 2000 (art. 9), c.-à-d. trois ans avant la date limite de transposition de la directive (art. 2.1). Le Conseil peut marquer son accord avec ceci, étant donné que l'AR du 3 février 1998 comprenait déjà une réglementation stricte en matière de chrysotile et que la majorité des applications de celle-ci (voir l'annexe de cet AR) sont déjà interdites depuis le 3 février 1998 ou à partir du 1^{er} janvier 2002 en Belgique.
- [13] Une série de membres du Conseil, à savoir un des quatre président et vice-présidents, cinq des six représentants des organisations d'employeurs, les deux représentants des producteurs d'énergie et un représentant du monde scientifique (c'est-à-dire 9 des 26 membres avec voix délibérative) proposent cependant de reporter l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2005 pour les joints en amiante utilisés en chimie, dans les conduites et réacteurs pour substances corrosives sous haute pression et/ou haute température. Ces joints d'amiante sont entièrement encastrés et ne constituent dès lors pas un risque pour l'environnement ou pour les travailleurs. Ils sont cruciaux pour la sécurité des travailleurs, pour les protéger d'une infiltration éventuelle du produit chimique sous haute pression et/ou haute température. Il n'existerait pas encore de solutions alternatives de qualité et abordables. Le report de l'entrée en vigueur de trois ans donnera le temps à l'industrie chimique de rechercher des solutions alternatives.

Une autre partie des membres, c'est-à-dire un des quatre président et vice-présidents, trois des six représentants des syndicats, un des six représentants des organisations environnementales, trois des six représentants des organisations de coopération au développement et deux représentants du monde scientifique (soit 10 des 26 membres avec voix délibérative) ne voient pas de raison impérative pour reporter de trois ans l'entrée en vigueur de ces utilisations de l'amiante. Les pays voisins ne devraient en tout cas pas prévoir non plus dans leur législation un report jusqu'au 1^{er} janvier 2005.

Un certain nombre de membres, à savoir un des quatre président et vice-présidents, deux des six représentants des organisations environnementales, un des deux représentants des organisations de consommateurs et trois des six représentants du monde scientifique (soit 7 des 26 membres avec voix délibérative) s'abstiennent sur cette question.



4. Annexe : nombre de membres avec voix délibérative présents ou représentés à l'assemblée générale du 17 octobre 2000

- les 4 président et vice-présidents
- 3 des 6 représentants des organisations non gouvernementales pour la protection de l'environnement
- 3 des 6 représentants des organisations non gouvernementales pour la coopération au développement
- 1 des 2 représentants des organisations non gouvernementales de défense des intérêts des consommateurs
- 2 des 6 représentants des organisations des travailleurs (*)
- 5 des 6 représentants des organisations des employeurs
- les 2 représentants des producteurs d'énergie
- les 6 représentants du monde scientifique

Total : 26 des 38 membres avec voix délibérative (*)

(*) Pour le moment, 1 des représentants des organisations des travailleurs n'est pas désigné.